

Bruno Gollnisch interpelle sur l'abstention et le découpage régional



Article rédigé par *Polémia*, le 02 juillet 2021

Retrouvez ci-dessous la chronique de Bruno Gollnisch pour Polémia.

Les résultats des élections régionales ont été largement commentés mais il nous a semblé utile de partager avec nos lecteurs ce billet d'analyse de la plume de Bruno Gollnisch.

Les dernières élections régionales et cantonales (= départementales) ont été l'occasion d'une abstention considérable. Elle a touché en premier lieu le Rassemblement National. La différence entre les intentions exprimées dans les sondages et le résultat des urnes est frappante. Elle tient au fait que les sondés, quand ils répondent et déclarent qu'ils ont l'intention de voter Rassemblement National devraient bien souvent ajouter : *si toutefois je vais voter...*

Résultats décevants

Car ils sont nombreux ceux qui, à tort, hostiles au système politique actuel et aux partis responsables du déclin de la France qui se sont succédé au pouvoir depuis les dernières décennies, croient les contester d'une façon radicale en restant chez eux le jour du vote.

À tort, en effet, car les tenants du système sont ravis si les mécontents s'abstiennent : ce qu'ils redoutent, c'est que les mécontents aillent voter pour les chasser des positions qu'ils occupent...

Nous remettre en question

Il n'en reste pas moins qu'il nous faudra aussi nous interroger sur plusieurs points : nos positions sont-elles assez claires, assez audacieuses, assez comprises dans l'opinion publique pour former un programme simple et cohérent de redressement de notre pays ? L'éviction de Jean-Marie Le Pen, et la non-réinvestissement de nombreux cadres qui n'avaient pas démérité n'ont-elles pas érodé le sentiment affectif, bouclier de toutes les tempêtes et moteur de l'enthousiasme militant ? Le pays croit-il en notre compétence, et, s'il n'y croit pas assez, ne serait-il pas utile de les lui montrer par des initiatives telles que la constitution d'un "pré-gouvernement", à l'instar des "Shadow Cabinet" à l'anglo-saxonne, dont Jean-Claude Martinez avait pris l'initiative autrefois, de façon à prouver ainsi que nous disposons de personnes parfaitement capables d'assumer les responsabilités gouvernementales, et dont les titres, l'expérience, la compétence, n'ont rien à envier, au contraire, aux titulaires actuels ?

Faute de temps, il est douteux que le prochain congrès du RN à Perpignan, qui doit s'ouvrir ce 3 juillet, et auquel je regrette vivement, pour des raisons personnelles impérieuses, de ne pouvoir me rendre, ait la possibilité d'engager cette réflexion ; du moins faudra-t-il l'amorcer.

"Mille-feuilles" incompréhensible...

Mais au-delà de ces questions, il nous faut nous interroger sur un système administratif dont la complexité et l'incohérence ne facilitent certainement pas la participation des citoyens à des consultations comme celles

que nous venons de vivre : la France, avec sept niveaux d'administration, détient tous les records en la matière, très loin devant les autres pays qui lui sont comparables. L'empilement de réformes partielles et sans cohérences a débouché sur une situation confuse, du type de celle de la fin de l'Ancien Régime, lorsque l'on critiquait l'enchevêtrement des baillages, des sénéchaussées, des provinces, des gouvernements, des généralités, etc.

Le Japon, pays que je connais bien, dont le territoire est d'un tiers plus exigu que le nôtre, mais montagneux et très étiré sur plus de 2000 kilomètres du Nord au Sud, avec une population de plus du double de la France, et donc théoriquement des besoins d'encadrement administratif au moins équivalents, sinon supérieurs aux nôtres, a quatre fois moins de communes que nous n'en avons ; deux fois moins de départements. Il ne connaît pas l'échelon régional. Il a deux fois moins de ministères que chez nous, cent députés et cent sénateurs de moins, deux fois moins de fonctionnaires... La commune, le département, l'État, y sont les trois seuls niveaux d'administration. Chez nous, arrondissement, mairie ou municipalité, intercommunalité, métropole, départements, régions, État, Europe... personne ne se retrouve dans un enchevêtrement de compétences source de confusion, de dépenses inutiles, de clientélisme.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)